

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VITRY, CHAMPAGNE ET DER

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL DE COMMUNAUTÉ

SÉANCE DU 6 FÉVRIER 2024

L'an deux mille vingt-quatre le 6 février à 18 H 00, les membres du Conseil de Communauté VITRY, CHAMPAGNE ET DER se sont réunis dans le Grand Salon d'Honneur de l'Hôtel de Ville de VITRY-LE-FRANÇOIS, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, Président, suite à la convocation faite le 31 janvier 2024 conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et affichée à la porte des Mairies de ABLANCOURT, ARZILLIERES-NEUVILLE, AULNAY-L'AITRE, BIGNICOURT-SUR-MARNE, BLACY, BLAISE-SOUS-ARZILLIERES, BREBAN, CHAPELAINE, CHATELRAOULD-SAINT-LOUVENT, COOLE, CORBEIL, COURDEMANGES, COUVROT, DROUILLY, FRIGNICOURT, GLANNES, HUIRON, HUMBAUVILLE, LA CHAUSSEE-SUR-MARNE, LE MEIX-TIERCELIN, LES RIVIERES-HENRUEL, LIGNON, LOISY-SUR-MARNE, MAISONS-EN-CHAMPAGNE, MARGERIE-HANCOURT, MAROLLES, PRINGY, SAINT-CHERON, SAINT-OUEN-DOMPROT, SAINT-UTIN, SOMPUIS, SOMSOIS, SONGY, SOULANGES et VITRY-LE-FRANÇOIS, le même jour.

Etaient présents : MM. CAPPÉ, LONCLAS, FORMET, FORTIN, DHYÈVRE, DULIEUX, Mmes GUÉRY, CAPRA (suppléante de M. COTTON), M. MATHIEU, Mme FELICETTI, MM. DESCHAMPS, LANTERNAT, COLLOT, Mme ARMANETTI, MM. CASTAGNA, MAUTRAIT, CHAMPION, GÉRARD, DESANLIS, Mme KARCENTY, M. DANCOT (suppléant de M. MOULIN), Mme LOISEAU (suppléante de Mme GEOFFROY), MM. NOBLET, GAUMONT, Mme SIMONNET, MM. COQUIN, ROYER, CHAVEROU, LOISELET, PASSINHAS, BONETTI, BOUQUET, Mme RÉOLON, M. MOUTON, Mmes COLLIN, VÉGA, MM. GONTHIER, FONTAINE, ROCH, Mmes SERRE, BAUMEL, M. BEAUJOIN, Mmes PARIS, GOUILLY, MM. TRIOLET, DUCHÊNE, EL GHALLOUSSI.

Absents excusés : Mme PARNISARI, MM. VEBER, THIÉBAULT, DELCOMBEL, MALOU, BURCKEL, TINDILLIÈRE, Mmes KANOUTÉ, JACQUEMOT, COLSON, MM. HMISSI, CARDOSO, Mme GOLLÈS, M. ERRE.

Absents : M. NICOULEAUD, Mme MUNSTER.

12 pouvoirs sont déposés sur le bureau de Monsieur le Président :

- ✓ Mme PARNISARI, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. DESANLIS,
- ✓ M. VEBER, en l'absence de sa suppléante, donne pouvoir à M. DHYÈVRE,
- ✓ M. DELCOMBEL, en l'absence de sa suppléante, donne pouvoir à M. MAUTRAIT,
- ✓ M. MALOU, en l'absence de son suppléant, donne pouvoir à M. BOUQUET,
- ✓ M. BURCKEL donne pouvoir à M. FONTAINE,
- ✓ M. TINDILLIÈRE donne pouvoir à Mme PARIS,
- ✓ Mme KANOUTÉ donne pouvoir à Mme SERRE,
- ✓ Mme JACQUEMOT donne pouvoir à Mme RÉOLON,
- ✓ Mme COLSON donne pouvoir à Mme VÉGA,
- ✓ M. HMISSI donne pouvoir à M. GONTHIER,
- ✓ M. CARDOSO donne pouvoir à M. MOUTON,
- ✓ Mme GOLLÈS donne pouvoir à M. TRIOLET.

Secrétaire de séance : Monsieur Francis PASSINHAS.

HABITAT - LOGEMENT

PROLONGATION DU SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT À LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE AVENANTS AUX CONVENTIONS SIGNÉES AVEC LA RÉGION, LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES PERTHOIS BOCAGE ET DER ET LE SYNDICAT MIXTE ADEVA PAYS VITRYAT

Rapporteur : Madame Marylène SIMONNET

En 2018, la Communauté de Communes VITRY, CHAMPAGNE ET DER ainsi que les deux autres Communautés de Communes du Pays Vitryat se sont engagées dans la mise en œuvre du Service d'Accompagnement à la Rénovation Énergétique (SARE) et la mise en œuvre d'une Plateforme Territoriale de Rénovation Énergétique (PTRE) GAIAH en conventionnant avec l'ADEME et la Région.

Le déploiement du programme SARE sur le territoire national repose sur une implication forte des collectivités territoriales et établissements publics locaux volontaires, et prioritairement des Régions.

La signature de la convention SARE permet aux EPCI engagés d'obtenir des cofinancements au vu des montants qu'ils versent pour la réalisation de trois missions essentielles :

- soutenir le déploiement d'un service d'accompagnement des particuliers ;
- créer une dynamique territoriale autour de la rénovation ;
- soutenir le déploiement d'un service de conseil aux petits locaux tertiaires privés.

Afin de mettre en œuvre le programme SARE sur le territoire, ADEVA et la Communauté de Communes VITRY, CHAMPAGNE ET DER ont convenu de mettre conjointement en place la plateforme dédiée à la rénovation énergétique (GAIAH).

Pour cela, un agent d'ADEVA est affecté pour une partie de son temps de travail à l'animation de la plateforme, au conseil aux petits tertiaires privés (commerces, bureaux, restaurants...), et vient en renfort de l'agent de la Communauté de communes sur le conseil aux particuliers, qui souhaitent obtenir des renseignements sur les aides financières.

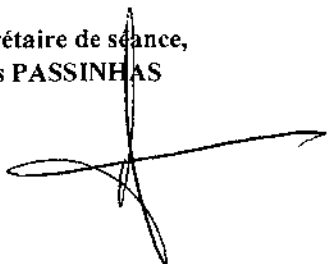
La convention SARE ainsi signée avec la Région Grand Est indiquait que ce programme arrivait à échéance au 31 décembre 2023.

Néanmoins, les Ministres de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, de la Transition Énergétique, et le Ministre délégué chargé de la Ville et du Logement, ont, par un courrier adressé aux porteurs du SARE annoncé la prolongation du programme SARE d'une année. Le programme, qui devait se terminer en décembre 2023, est donc prolongé jusqu'au 30 juin 2025. Un avenant à la convention doit être signé pour sa prolongation.

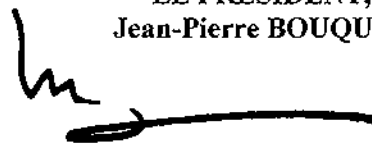
Par ailleurs, la convention liant ADEVA et la CCVCD pour le fonctionnement de la plateforme de rénovation thermique arrivait également à échéance au 31 décembre 2023 ; un avenant doit être également conclu.

La délibération est adoptée
à l'unanimité (M. DUCHÊNE
ne prenant pas part au vote) du Conseil de Communauté.

Le secrétaire de séance,
Francis PASSINHAS



POUR EXTRAIT CONFORME,
LE PRESIDENT,
Jean-Pierre BOUQUET



Certifié exécutoire par le Président compte tenu
de la transmission en Sous-Préfecture le **8 FEV. 2024**
et de la publication le **8 FEV. 2024**
ou de la notification du



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Enfin, le 26 octobre 2023, la Communauté de Communes des Côtes de Champagne et Val de Saulx a décidé de se retirer de ce programme, ce qui conduit donc à la redéfinition du partenariat avec la seule Communauté de Communes Perthois Bocage et Der pour la mise en œuvre du service d'accompagnement à la rénovation énergétique.

Dans ces conditions, il nous revient d'adopter les avenants nécessaires à la prolongation des conventions en vigueur sur les territoires concernés.

Aussi, mes cher-e-s collègues,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'avenant à la convention passée en exécution des délibérations 21CP-708 du 23/04/2021, 22CP-1887 du 18/11/2022 et n°23CP-1941 du 17/11/2023 de la Commission Permanent du Conseil Régional Grand Est,

Vu la délibération N° DE_2023_073 en date du 21 septembre 2023 de la Communauté de Communes Côtes de Champagne et Val de Saulx actant la fin d'adhésion à la plateforme GAiAH ;

Il vous est demandé, après en avoir délibéré, de bien vouloir :

1°/ approuver le déploiement du programme SARE sur les Communautés de Communes VITRY, CHAMPAGNE ET DER et PERTHOIS, BOCAGE et DER ;

2°/ approuver les avenants aux conventions à intervenir avec :

- la Région Grand Est ;
- la Communauté de Communes PERTHOIS, BOCAGE et DER ;
- le Syndicat Mixte ADEVA Pays Vitryat.

3°/ autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer les différents avenants, et plus largement tous documents se rapportant à cette opération ;

4°/ dire que les crédits correspondants seront inscrits en dépenses et en recettes aux budgets 2024 et 2025.

ANNEXE : Avenant à la convention signée avec la Région pour la prolongation du Service d'Accompagnement à la Rénovation Énergétique d'une année supplémentaire.



DGA
TRANSITIONS
Siège de la Région
1 Place Adrien Zeller
BP 91006
67070 STRASBOURG CEDEX

N° d'enregistrement : 21P01241

Objet de l'avenant
DÉPLOIEMENT DU PROGRAMME SARE
Service d'Accompagnement à la Rénovation Énergétique

AVENANT

Date de l'avenant :

Date de notification :

Historique du montant de l'aide régionale :
Montant initial : 68 515,00 €
Après l'avenant n°1 : 72 530,20 €
Avenant n°2 sans impact financier

Dossier n° : 21P01241

Budget : 2021
Section : Fonctionnement
Imputation : 937

Nom et adresse du bénéficiaire :

**Communauté de communes Vitry,
Champagne et Der**

Dont le siège est situé

Hôtel de Ville
BP 50420
51308 VITRY-LE-FRANCOIS
CEDEX

Avenant à la convention passée en exécution des délibérations n° 21CP-708 du 23/04/2021, n° 22CP-1887 du 18/11/2022 et n° 23CP-1941 du 17/11/2023 de la Commission Permanente du Conseil Régional Grand Est

Suivi du dossier à la Région Grand Est :
DGA TRANSITIONS

Suivi technique : Direction Énergies, Climat et Économie Circulaire
Philippe COMBAS - philippe.combas@grandest.fr - Tél. 03 87 31 81 44

Suivi financier : Direction Administrative et Financière
Véronique LETT - veronique.lett@grandest.fr - Tél. 03 87 33 67 80



DGA
TRANSITIONS

AVENANT N°2 A la convention n° 21P01241 du 23/04/2021
DEPLOIEMENT DU PROGRAMME SARE
Service d'Accompagnement à la Rénovation Énergétique

ENTRE LES SOUSSIGNES

La **Région Grand Est**, dont le siège est situé 1 Place Adrien Zeller - BP 91006 - 67070 STRASBOURG CEDEX, représentée par Monsieur le Président, Franck LEROY,

Désignée ci-après « **la Région** » et/ou « **le porteur associé** »,

d'une part,

ET

Communauté de communes Vitry, Champagne et Der, dont le siège est situé Hôtel de Ville, BP 50420,51308 VITRY-LE-FRANCOIS CEDEX, représenté par Monsieur le Président, Jean-Pierre BOUQUET,

Désignée ci-après « **le bénéficiaire** »,

d'autre part.

LES PARTIES SIGNATAIRES DECLARENT ET CONVIENNENT CE QUI SUIT :

La convention régionale de mise en œuvre du programme SARE « Service d'accompagnement pour la rénovation énergétique » en Région Grand Est signée le 19/20/2020 et avenantée le 28/06/2023 définit les conditions de mise en œuvre et de financement du programme à l'échelle de la région Grand Est.

Le présent avenant à la convention initiale et avenantée a pour objet :

- d'intégrer les adaptations au regard de l'arrêté du 17 décembre 2022 (publié au JORF du 24 décembre 2022) portant modification du programme « Service d'accompagnement pour la rénovation énergétique » qui a remplacé l'annexe de l'arrêté du 5 septembre 2019. Cette annexe prévoit à cet égard, à la différence de l'annexe initiale de l'arrêté du 5 septembre 2019, que :
 - le programme SARE est porté conjointement par l'ADEME et l'Anah alors qu'il était initialement porté uniquement par l'ADEME ;
 - le programme s'inscrira dans la stratégie de déploiement de France Rénov' alors qu'il s'inscrivait initialement dans la stratégie de déploiement de la marque « FAIRE' ».
 - la contribution au programme ouvre droit à la délivrance de certificats d'économies d'énergie conformément aux conventions signées entre l'Etat, l'ADEME, l'Anah et les autres parties prenantes alors qu'initialement l'Anah n'était pas partie prenante aux conventions et ses avenants.
- de prolonger les engagements et les missions des parties à la convention jusqu'au 31 décembre 2024. Le cas échéant, le présent avenant comportera des objectifs et engagements budgétaires complémentaires pour l'année 2024.

ARTICLE 1 :

Dans l'ARTICLE 1 : DEFINITIONS :

Le deuxième paragraphe est remplacé par :

« Convention nationale : La convention nationale définit les modalités de mise en place et de fonctionnement du Programme à l'échelle nationale le rôle de l'ADEME et l'Anah, co-porteur pilotes, son financement ainsi que les actes métiers et les plafonds des dépenses entrant dans le programme. »

Le douzième paragraphe est remplacé par :

« Porteurs pilotes : l'ADEME et l'Anah en tant que co-porteurs assurent conjointement la coordination et la gestion globale du programme. Ils assurent la mission de secrétariat et d'animation des instances de gouvernance ainsi que la gestion des appels de fonds nationaux. Leurs rôles, leurs engagements et leurs missions sont définies dans chaque convention territoriale. »

ARTICLE 2 :

L'ARTICLE 4 : PERIODE DE VALIDITE est remplacé par :

« ARTICLE 4 : PERIODE DE VALIDITE

La Convention entre en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2021 et jusqu'au 31 décembre 2024. Ainsi, seules les dépenses réalisées à compter du 1^{er} janvier 2021 seront prises en considération. Le programme d'action devra être réalisé avant la date du 31 décembre 2024. »

ARTICLE 3 :

Dans l'ARTICLE 8 : ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE :

Le troisième tiré du premier paragraphe est remplacé par :

« Organiser à minima un comité de pilotage (COPIL LOCAL) par an, associant la Région Grand Est, l'ADEME, l'ANAH, la DREAL et l'ensemble des opérateurs et partenaires de la rénovation énergétique mobilisés sur territoire (services de la collectivité, ADIL, CAUE, OPAH, DDT, etc.) ; »

Le sous article 8.3 Communication est remplacée par :

« L'ensemble de la communication nationale et territoriale du Programme est réalisée en articulation avec la marque nationale du service public de la rénovation de l'habitat : France Rénov' et dans le respect de sa charte graphique.

Le bénéficiaire s'engage à mentionner le soutien financier de la Région Grand Est en faisant figurer son logo ainsi que celui de l'ADEME sur ses documents et publications officiels de communication et en apposant le bloc-marque Climaxion, disponible sur le site www.climaxion.fr. Avant diffusion, leur utilisation est obligatoirement soumise à validation par Manon Masson, chargée de communication à la Région Grand Est (manon.masson@grandest.fr) et Pascale Graff, chargée de communication à l'ADEME (pascale.graff@ademe.fr). Le bénéficiaire mentionnera également la campagne France Rénov' et les financements CEE sur ses publications et supports de communication. L'usage de ces logos est limité au cadre légal et temporel du programme SARE.

Le bénéficiaire s'engage à ne pas exploiter ces logos à des fins politiques, polémiques, contraires à l'ordre public ou aux bonnes mœurs ou susceptibles de porter atteinte à des droits reconnus par la loi, et de manière générale, à ne pas associer ces logos à des actions ou activités susceptibles de porter atteinte à l'État et à la Région, ou leur être préjudiciable.

Le bénéficiaire s'engage à faire mention de la campagne nationale France Rénov', et du soutien de la Région dans ses rapports avec les médias.

L'usage du logo France Rénov' est réservé aux porteurs associés et aux structures de mise en œuvre, à l'Etat, à l'ADEME, à l'Anah.

Le bénéficiaire s'engage à ce que toutes les actions de communication conduites notamment dans le cadre de la dynamique de rénovation, respectent les conditions stipulées dans le cadre du présent article.

Le bénéficiaire garantit que les structures de mise en œuvre avec qui il contractera, le cas échéant, pour la réalisation du programme d'actions, souscriront aux mêmes engagements que ceux stipulés au présent article. »

ARTICLE 4 :

Dans l'article ARTICLE 9 : ENGAGEMENTS DU PORTEUR ASSOCIE, le 8^{ème} tiret du deuxième paragraphe est remplacé par

« Faire remonter régulièrement les avancées du déploiement du Programme à l'ADEME et l'Anah en tant que porteurs pilotes ainsi qu'au comité de pilotage régional ; »

ARTICLE 5 :

Dans l'article ARTICLE 11 : SUIVI DU PROGRAMME, le sous-article « 11.1 Suivi de la mise en œuvre du programme d'actions » est remplacé :

« Les Parties assureront un suivi régulier de l'exécution de la Convention et de l'état d'avancement du programme d'action SARE, à l'occasion de différents COPIL et réunions organisés à l'échelle du territoire :

- Les **COPIL REGIONAUX** (*2 par an*) : Réunissant les signataires de la convention régionale (DREAL/ADEME/ANAH/REGION), dont la mission est d'assurer le pilotage global du programme SARE et d'accompagner sa mise en œuvre à l'échelle régionale ;
- Les **COPIL LOCAUX** (*1 par an minimum*) : organisés à l'initiative du bénéficiaire sur son territoire, en y associant la Région Grand Est, l'ADEME, l'ANAH, la DREAL et l'ensemble des opérateurs de la rénovation énergétique du territoire (services de la collectivité, Structures de mise en œuvres, ADIL, CAUE, OPAH, DDT, etc.). L'objectif étant d'animer la coordination et l'articulation entre les acteurs du territoire et de suivre l'avancée du programme d'action mis en œuvre.
- Les **REUNIONS CONVENTION** (*2 par an en visioconférence*) : Organisées par la Région, elles réuniront l'ensemble des signataires des conventions territoriales sur le Grand Est, notamment les collectivités et leurs groupements, ainsi que les potentielles structures de mise en œuvre.

Les COPIL et réunions de suivi donneront lieu à la rédaction d'un compte-rendu rédigé par la structure organisatrice et communiqué ensuite à l'ensemble des parties concernées. »

ARTICLE 6 :

Les autres articles de la convention demeurent inchangés.

**Tous les documents se rapportant à la présente aide régionale
(conventions/avenants, pièces justificatives, courriers, etc.) devront être envoyés
par mail à l'adresse suivante :**

sare@grandest.fr

Fait à

, le

**Pour la Communauté de communes Vitry,
Champagne et Der,**

Pour la Région Grand Est,



*Communauté de Communes
Perthois - Bocage et Der*

MISE EN ŒUVRE DU SERVICE D'ACCOMPAGNEMENT A LA RENOVATION ENERGETIQUE SUR LE PAYS VITRYAT

AVENANT n°1 à la Convention entre la Communauté de Communes Vitry, Champagne et Der et la
Communauté de Communes Perthois-Bocage et Der
relative au suivi – animation du programme SARE

Entre d'une part,

La Communauté de Communes Vitry, Champagne et Der, domiciliée Place de l'hôtel de Ville, BP 420, 51 308 Vitry-le-François CEDEX, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, et mandataire de la Communauté de Communes, ci-après désignée par le terme de « Communauté de Communes mandataire »,

Et d'autre part,

La Communauté de Communes Perthois-Bocage et Der, domiciliée 23 rue du Radet, 51 290 Saint-Rémy-en-Bouzemont, représentée par sa Présidente Madame Pascale CHEVALOT, membre de la plateforme de rénovation énergétique du Pays Vitryat, ci-après désignée par le terme « Communauté de Communes adhérente ».

Vu l'avenant n°2 à la convention n°21PO1241 du 23 avril 2021 portant sur le déploiement du programme SARE prolongeant les engagements et les missions des parties à la convention jusqu'au 30 juin 2025.

Vu la convention entre la Communauté de Communes Perthois, Bocage et Der et la Communauté de Communes Vitry, Champagne et Der relative au suivi-animation du programme SARE signée le 29 juin 2021.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1^{er} : OBJET

Le présent avenant vise à modifier l'article 4 de la convention initiale « durée de la convention »

ARTICLE 2 : Article 4 de la convention initiale « durée de la convention »

La convention est prolongée jusqu'au 30 juin 2025, durée du programme SARE.

Article 3 :

Les autres articles demeurent inchangés.

Fait en deux exemplaires originaux,

Le

A Vitry-le-François,

La Présidente de la Communauté
de Communes Perthois-Bocage et Der

Le Président de la Communauté
de Communes Vitry, Champagne et Der

Pascale CHEVALOT

Jean-Pierre BOUQUET



**PLATEFORME DE RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DU PAYS VITRYAT
CONVENTION PARTENARIALE ENTRE
LE SYNDICAT MIXTE ADEVA PAYS VITRYAT
ET LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES VITRY, CHAMPAGNE ET DER**

Entre les soussignés :

Le Syndicat mixte ADEVA Pays Vitryat, 6 bis avenue de la République, Centre d'affaires La Fabrique, 51300 Vitry-le-François Cedex, représenté par son Président Monsieur Daniel FONTAINE, ci-après désignée « ADEVA »,

D'une part :

Et :

La Communauté de Communes Vitry, Champagne et Der, Place de l'Hôtel de ville, BP 420, 51308 Vitry-le-François Cedex, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, ci-après dénommée « la CCVCD »,

D'autre part,

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU les statuts du Syndicat ;

VU les statuts de l'EPCI ;

VU la délibération N° DE_2023_073 en date du 21 septembre 2023 de la Communauté de Communes Côtes de Champagne et Val de Saulx actant la fin d'adhésion à la plateforme GAiAH ;

VU la délibération en date du 1^{er} février 2023 de la Communauté de Communes Vitry, Champagne et Der autorisant la prolongation du programme SARE sur les communautés de Communes Vitry Champagne et Der et Perthois Bocage et Der.

IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

PRÉAMBULE

La CCVCD et ADEVA renouvellent leur partenariat dans le cadre de la prolongation de 18 mois, soit jusqu'au 30 juin 2025, du Programme SARE et de la mise en œuvre de la plateforme de Rénovation Énergétique GAIAH portée par la Communauté de Communes Vitry, Champagne et Der sur son périmètre et sur le périmètre de la Communauté de Communes Perthois Bocage et Der.

ARTICLE 1^{er} : OBJET ET CONDITIONS GÉNÉRALES

Dans le cadre du projet de Plateforme de rénovation énergétique, ADEVA et la CCVCD s'entendent pour que le syndicat mixte contribue à l'animation de la Plateforme de rénovation énergétique du Pays Vitryat.

La présente convention a vocation à fixer les modalités de ce partenariat, en vue de la mise en œuvre de la Plateforme de rénovation énergétique. Les missions de l'agent ADEVA visent à l'animation de la plateforme, au conseil aux petits tertiaires privés (commerces, bureaux, restaurants...), en renfort sur le conseil aux particuliers, qui souhaitent obtenir des renseignements sur les aides financières, sur le périmètre GAIAH.

Ces missions ne sont pas exclusives et pourront être amenées à évoluer en fonction des besoins de la plateforme.

En cas de nécessité, la présente convention pourra être aménagée par voie d'avenant.

ARTICLE 2 : CONTENU DE LA MISE À DISPOSITION

I - SITUATION DE L'AGENT

Un agent d'ADEVA affecté à l'opération contribue à 0.3 ETP à l'animation de la Plateforme pour la durée de la convention.

Pour la bonne mise en œuvre du projet, l'agent travaillera en collaboration avec le chargé de mission Habitat, qui conseille aussi les particuliers sur les aides financières existantes. L'agent exerce ses fonctions au sein de la CCVCD, sous la responsabilité du chef de Projet de Renouvellement Urbain. Ainsi, l'agent sera amené à exercer les tâches qui lui incombent en conformité avec les missions, objectifs et priorités définis par le chef du service Projet de Renouvellement Urbain (PRU).

Le Président d'ADEVA est l'autorité hiérarchique, il continue de gérer la situation administrative de l'agent. Le Président d'ADEVA, en sa qualité d'autorité investie du pouvoir de nomination, exerce le pouvoir disciplinaire. Il est saisi au besoin par la CCVCD.

L'évaluation individuelle annuelle (entretien professionnel) de l'agent mis à disposition continue de relever du syndicat mixte.

Les autres modalités liées aux conditions de travail sont fixées par ADEVA, lequel prend notamment les décisions relatives aux absences, congés annuels et congés pour indisponibilité physique et en informe la CCVCD qui, sur ce point, peut émettre des avis si elle le souhaite.

Le syndicat mixte délivre les autorisations de travail à temps partiel et autorise les congés de formation professionnelle après information de la CCVCD si ces décisions ont un impact substantiel pour celui-ci.

II – CONDITIONS D'EMPLOI DE L'AGENT

L'agent travaille en collaboration avec le chargé de mission Habitat de la CCVCD.

Lieu de travail : l'agent, dans le cadre de ses missions 'Relations avec les professionnels' gardera son lieu de travail permanent domicilié au Centre d'Affaires, 6 bis avenue de la République, 51300 Vitry-le-François. Il sera également amené à partager son temps de travail entre différents bureaux des services de la CCVCD, notamment à la cité administrative (rue du Vieux Port, 51308 Vitry-le-François), et en mairie de Vitry-le-François. Il sera également amené à se déplacer sur le périmètre de la plateforme en fonction des besoins de la mission.

Temps de travail : l'agent travaillera l'équivalent de 0.3 Équivalent Temps Plein, soit 482.10 heures sur l'année pour le compte de la CCVCD.

Equipements de travail : l'agent continuera de travailler avec le matériel fourni par le Syndicat (ordinateur, mobilier, etc.), mais pourra bénéficier de bureaux mis à disposition par la CCVCD, et du logiciel/site web propre de la Plateforme, partagé entre les agents travaillant sur le projet.

Déplacements et véhicules : l'agent, amené à se déplacer sur le périmètre de la plateforme, utilisera le véhicule de la structure ADEVA ou son véhicule personnel en cas d'indisponibilité du véhicule sur autorisation de ADEVA.

Autres frais éventuels (repas, hébergements...) : s'ils sont réalisés dans le cadre des missions liées à la Plateforme de rénovation énergétique, et à condition qu'ils soient justifiés (ordre de mission, factures/tickets/billets/notes).

III- PRISE EN CHARGE FINANCIÈRE

La CCVCD s'engage à verser au Pays Vitryat l'équivalent des dépenses salariales chargées du 0,3 ETP, soit environ 13 000 euros charges comprises par an, ainsi que les frais de fonctionnements engagés par l'agent pour l'exercice de ses missions dans le cadre de la plateforme de rénovation énergétique.

Pour cela, les justificatifs cités ci-dessous sont transmis à la CCVCD, dans la limite de 15 000 € par an au total.

IV – JUSTIFICATION

ADEVA, en contrepartie de la prise en charge financière de la CCVCD, s'engage à fournir les justificatifs nécessaires à la demande de paiement, soit : les bulletins de salaires, les justificatifs de temps passé à la mission (restitution écrite des travaux réalisés et de l'atteinte des objectifs, tableur justifiant le temps et les travaux réalisés), le récapitulatif complet de l'ensemble des frais de fonctionnement engagés durant la période (frais de déplacement, frais de bouche et frais d'hébergement)

ARTICLE 3 : DUREE ET DENONCIATION DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée de 18 mois, du 1^{er} janvier 2024 au 30 juin 2025.

ARTICLE 4 : DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

En cas de litige entre les parties relatif à l'exécution de la présente convention, cette dernière relève du tribunal administratif de **Châlons-en-Champagne** qui serait alors le seul compétent, dans le respect des délais recours.

Fait en trois exemplaires,

À Vitry-le-François,

Le

Pour la Communauté de Communes,
Le Président de la CCVCD

Pour le Syndicat Mixte
Le Président de l'ADEVA-Pays Vitryat

Jean-Pierre BOUQUET

Daniel FONTAINE